

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > LGBT+ (France) > LGBT+ (France et autres - tri en cours) > **France : « mariage » gay ou manipulation électorale ?**

France : « mariage » gay ou manipulation électorale ?

samedi 28 janvier 2012, par [HARU Ludovic](#) (Date de rédaction antérieure : 26 janvier 2012).

Plutôt que de parler de « mariage gay », comme si les lesbiennes n'étaient pas concernées, nous préférons revendiquer l'égalité des droits pour toutes et tous.



Alors que 82 parlementaires viennent de signer un « Manifeste pour la défense du droit fondamental de l'enfant d'être accueilli et de s'épanouir dans une famille composée d'un père et d'une mère » et que Libération fait sa une du 12 janvier sur un Nicolas Sarkozy « tenté par le mariage gay », nous nous trouvons devant un nouveau marronnier électoral.

Alors que la quasi-totalité des médias et des représentantEs politiques parlent de « mariage gay » ou de « mariage homo », le mouvement LGBT revendique (depuis des années) « l'égalité des droits ». Par facilité linguistique ou paresse intellectuelle, les revendications des associations LGBT sont résumées par cette expression qui n'aborde qu'une infime partie de nos combats (santé, éducation, visibilité, lutte contre les discriminations et les oppressions, reconnaissance de toutes les familles, droits des trans, programme de préventions et d'éducation...).

Tout comme le mariage n'a pas de sexe, il n'a pas d'orientation sexuelle. Il n'en découle donc pas de spécificité « gay », « homosexuelle » ou « lesbienne ». Car en plus de rendre invisibles les lesbiennes, cette expression a pénétré le discours public et consacre la discussion et le débat d'idée sur le statut de ce mariage.

Les parlementaires du Nouveau Centre et de l'UMP ayant signé ce manifeste (ils étaient 176 de l'UMP et de l'UDF en 2006) « considèrent que l'État et le législateur n'ont pas à ériger en normes

ce qui relève de la vie privée et des choix individuels et que, si la République protège la liberté individuelle, elle doit exclure toutes les formes de communautarisme ». Ils permettent ainsi à Nicolas Sarkozy de se poser en progressiste et de proposer, tout comme en 2007, une union civile pour les couples de même sexe. Depuis bientôt dix ans, le mouvement LGBT est coincé avec cette étiquette de « mariage gay », tellement rabâché qu'il se retrouve à être considéré comme un pacte civil particulier pour les personnes de même sexe souhaitant s'unir.

Pendant ce temps, l'extrême droite essaie de draguer un pseudo-électorat LGBT en opposant les bons Français homos contre les mauvais homophobes immigrés, musulmans et de banlieues, trouvant ainsi un responsable tout désigné aux violences LGBTI-phobes qui continuent de se produire partout en France et dans toutes sortes de quartiers et de milieux sociaux. Ainsi, elle oppose la revendication du « mariage gay » qui serait communautariste à ses propres réponses à l'homophobie quotidienne.

Face à ces effets de manche et à l'agitation préélectorale, une seule réponse est à donner sur ce sujet : nous voulons l'égalité des droits, par un même mariage pour tous les couples. Nous voulons pouvoir choisir de ne pas nous marier !

Mais nous voulons également des droits pour les trans, la reconnaissance des familles homoparentales, un vrai plan d'action, d'information et de sensibilisation aux violences LGBTI-phobes à l'échelle nationale, ainsi que le droit d'asile pour touTEs les LGBTI persécutéEs.

Ludovic Haru

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 133 (26/01/12).